

# Intraitable avec les avocats, impassible à Moirans : le deux poids deux mesures de l'Etat



Gare - Crédits photo : PHILIPPE DESMAZES/AFP

---

[Vox Societe \(http://premium.lefigaro.fr/vox/societe/\)](http://premium.lefigaro.fr/vox/societe/) | Par [Vincent Tremolet de Villers \(#figp-author\)](#)

Publié le 21/10/2015 à 18h38

---

**FIGAROVOX/ENTRETIEN** - Alors que les CRS n'ont procédé à aucune interpellation après les violences des gens du voyage à Moirans, Hugues Moutouh estime que l'autorité de l'Etat est à géométrie variable.

---

*Hugues Moutouh a été conseiller spécial du ministre de l'Intérieur au moment de l'affaire Merah, puis préfet. Il est désormais avocat. Il est l'auteur de 168 heures chrono: la traque de Mohamed Merah.*

---

**LE FIGARO.** - L'État a donné les CRS à Lille contre les avocats et laissé faire les gens du voyage à Moirans. Comment expliquez ce deux poids, deux mesures?

**Hugues MOUTOUH.** - Ce n'est pas la première fois que l'on remarque une différence de traitement de la part des pouvoirs publics dans la réponse apportée à des problèmes d'ordre public. Souvenons-nous de la dureté avec laquelle la police

parisienne a traité les personnes qui manifestaient contre la loi sur le mariage pour tous. C'était totalement disproportionné, notamment au regard de l'extrême indulgence dont avaient fait preuve les forces de l'ordre face aux casseurs d'extrême-gauche à Nantes à peu près au même moment. Ce «deux poids,

---

## **Il est beaucoup plus risqué d'interpeller des gens dangereux que des gens inoffensifs !**

---

deux mesures» peut avoir plusieurs explications possibles. On ne peut pas exclure, parfois, un certain parti-pris idéologique de la part des responsables politiques. Mais le plus souvent, il y a une raison plus opérationnelle: il est beaucoup plus risqué d'interpeller des gens dangereux que des gens inoffensifs! Quand on décide d'une intervention musclée des CRS ou des gardes mobiles, encore faut-il s'assurer que cette intervention apportera au final plus de tranquillité que de désordre. Mais il faut faire attention et ne pas aller trop loin dans ce type de raisonnement. Car sinon on est susceptible de créer chez nos concitoyens un fort sentiment d'injustice.

### **Après l'affaire de l'autoroute A1, celle de la gare de Castres, cette dernière émeute témoigne du sentiment d'impunité qui anime certaines catégories de la population. Faut-il s'en inquiéter?**

Laisser des bandes ou des communautés particulières vandaliser des équipements publics ou agresser des fonctionnaires porte atteinte évidemment à l'autorité de l'Etat. Les Français ne supportent plus ce manque de fermeté à l'égard de ceux qui se mettent aussi délibérément hors la loi. Ils ont l'impression qu'il y a dans notre pays deux catégories de personnes: ceux qui jouent le jeu de la vie en société, qui en acceptent les règles et qui ne se voient imposer que les devoirs, et les autres, qui profitent du système et qui n'ont que des droits. Cela ne peut plus durer. Il en va de l'avenir de notre communauté nationale et de notre cohésion.

### **Hier, François Hollande a dit qu'il n'y avait pas de quartiers perdus dans la République. Est-ce une réalité ?**

Bien sûr que non! la République a perdu le contrôle depuis de nombreuses années de territoires entiers. Les forces de l'ordre peuvent certes investir tous les quartiers. Encore faut-il qu'elles s'en donnent les moyens. Dans les faits, on s'interdit d'aller dans des quartiers sensibles, de peur d'allumer un incendie qu'on ne pourra que difficilement éteindre.

---

**Quels sont les responsables politiques qui ont envie de déclencher de nouvelles émeutes urbaines comme celles que nous avons connu en 2005 ? La solution de facilité est de fermer les yeux de temps à autre. Et quand la police est obligée d'agir, il faut qu'elle déploie de véritables opérations militaires !**

---

Quels sont les responsables politiques qui ont envie de déclencher de nouvelles émeutes urbaines comme celles que nous avons connu en 2005? La solution de facilité est de fermer les yeux de temps à autre. Et quand la police est obligée d'agir, il faut qu'elle déploie de véritables opérations militaires! Le problème est qu'en s'abstenant d'agir aujourd'hui on crée le risque d'une véritable guerre urbaine demain.

**Restaurer l'autorité de l'État est-il le premier défi à relever? Comment faire?**

L'autorité de l'Etat est à la base de tout. Sans autorité, l'Etat est incapable d'assurer la sécurité des biens et des personnes et, surtout, de défendre l'intérêt général face à la multitude des intérêts particuliers. Pour s'en tenir au nécessaire respect de l'ordre public, composante essentielle de l'autorité de l'Etat, il faut définir clairement les objectifs et se donner les moyens de les atteindre. Par exemple, si la reconquête des territoires perdus de la République est un objectif considéré comme prioritaire, alors il faut une vraie mobilisation de l'ensemble de la chaîne pénale. Rien ne sert d'interpeller des personnes, si elles ne sont pas condamnées ou si les peines prononcées contre elles ne sont jamais ramenées à exécution. Reconquérir les quartiers signifie ne pas s'attaquer simplement, par exemple, aux têtes des trafics de stupéfiants, mais neutraliser tous les membres des bandes, du plus petit au plus grand. Il faut chasser les bandes des rues et des cages d'escalier.

De nombreuses solutions ont été expérimentées aux Etats-Unis contre les gangs. Encore faut-il avoir le courage de s'en inspirer. La compassion est souvent un paravent commode derrière lequel se cachent bien des lâchetés.



Vincent Tremolet de Villers

---